

## **Reprenons l'offensive des idées Concrétisons la liberté de circulation et d'installation**

Cette tribune fait suite à une journée de réflexion « Abrogeons le CESEDA, concrétisons la liberté de circulation et d'installation » organisée par la FASTI le 23 janvier 2021 et réunissant plus de 80 personnes.

Que ce soit dans les associations de solidarité ou les collectifs de sans papiers, nous sommes de plus en plus limité-e-s dans nos capacités d'action. Les critères de régularisation obligent les personnes étrangères à rester sans-papier pendant des années, à travailler alors qu'elles n'en ont pas le droit, à être dans une situation de dépendance vis-à-vis du patron ou du conjoint.

Le CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) révèle l'absurdité, la déshumanisation et la violence des politiques qui sont menées à l'égard des personnes étrangères, depuis des années, dans un contexte de criminalisation et de répression des migrations. Expulsion, enfermement, espoir de régularisation dont les conditions se durcissent à chaque nouvelle loi, exploitation, précarisation : voici le cycle infernal produit par ces nécropolitiques.

### **En finir avec une politique migratoire mortifère**

Nous, associations de solidarité, collectifs de sans-papiers, syndicat, constatons que les marges de manœuvre se réduisent après chaque réforme du CESEDA, réformes qui se succèdent de plus en plus rapidement, sur fond de discours publics alimentant le racisme, l'idée d'étrangers « fraudeurs », « envahisseurs », « profiteurs » etc.

Dans ce contexte, les dossiers de régularisation sont toujours plus longs à constituer, avec toujours plus de preuves à apporter, dans des délais toujours plus courts. Nous avons le sentiment d'être toujours sur la défensive et d'être finalement réduits à se conformer aux conditions de la préfecture.

Comment, lors des permanences juridiques, ne pas tomber dans un état de schizophrénie en utilisant les marges de plus en plus réduites de régularisation alors que nous combattons, plus globalement, les logiques de tri et de hiérarchisation qui sous-tendent le CESEDA ? Comment ne pas incorporer en nous-mêmes et reproduire ces logiques d'Etat ?

### **Reprenons l'offensive des idées**

Face à cela, nous devons continuer à intensifier nos luttes. Nous pensons qu'il est vital, en plus de nos mobilisations et activités quotidiennes, de reprendre l'offensive sur le terrain des idées, de s'autoriser à penser nos utopies, de réfléchir aux moyens de les réaliser, et de participer ainsi à la transformation de l'imaginaire collectif.

La crise sanitaire a révélé les inégalités intolérables que vivent les personnes sans papiers. Elle a aussi mis en évidence le mépris du gouvernement à leur égard qui n'a pas répondu aux

mobilisations massives des premiers et premières concernées depuis mai 2020. Cette situation a aussi fait bouger des lignes dans les mouvements de solidarité. Elle a permis une montée en puissance et un partage plus large des revendications, notamment autour de la régularisation immédiate, pérenne et sans conditions de toutes les personnes sans-papiers.

Les luttes pour la régularisation, les luttes contre les centres de rétentions administratives, les luttes contre les expulsions ou encore la lutte pour l'égalité des droits combattent toutes des situations et une répression en partie organisée et justifiée par le CESEDA. Celui-ci encadre non seulement les critères d'attribution des titres de séjour mais aussi d'enfermement et d'expulsion. C'est l'existence même de ce Code qui pose problème.

Seul Code à cibler une catégorie de la population, il légitime et institutionnalise la discrimination à l'égard des personnes étrangères. Véritable Code d'exception, il est source de multiples discriminations, de traitements dérogatoires, d'atteintes aux droits fondamentaux et crée de fait des inégalités structurelles entre français·e·s et étranger·e·s.

### **Concrétisons la liberté de circulation et d'installation**

Si l'on souhaite véritablement inverser la tendance et un jour vivre dans une société où les personnes étrangères sont dignement accueillies, libres de circuler/de s'installer et bénéficiaires des mêmes droits que le reste de la population, les modifications du CESEDA ne suffiront pas. C'est bien son abrogation qu'il faut obtenir et avec elle, celle des idéologies sur lesquelles il est fondé et qu'il perpétue : le colonialisme, le racisme, le sexisme, l'utilitarisme économique.

Son abrogation est de fait un premier pas nécessaire et central dans la lutte pour l'égalité et la dignité de toutes et tous et doit être pensée comme une concrétisation légale de l'égalité des droits et la liberté de circulation et d'installation. Il ne peut y avoir d'égalité face à la justice, face au logement, face au travail, tant qu'un Code marginalise légalement des personnes sur la seule base de leur nationalité.

Ensemble, luttons pour l'abrogation du CESEDA !

**Organisations signataires :** FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), CSP 75 (Coordination des Sans-Papiers 75), FUIQP (Front Uni des immigrations et des Quartiers Populaires), Union Syndicale Solidaires, LDH Saint-Quentin, Réseau syndical international de solidarité et de luttes, Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France, Institut Afrique Monde, Fondation Frantz Fanon, Carré Géo & Environnement, Association des sans-papiers 87, 100pour1 Vienne, Femmes plurielles, CCFD-Terre solidaire, Collectif Poitevin "D"ailleurs Nous Sommes d'Ici", CRLDHT (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie), FTCT (Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives), UTAC (l'Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne), ETM-Egalite Toulouse Mirail, Association Ecoles-tiers-mondes 46, CSP35 (Collectif de Sans-Papiers de Rennes), CSPSP- Saint Nazaire (Collectif Soutien aux Personnes Sans-Papiers), BAAM (Bureau d'Accueil et d'Accompagnement des Migrant-es), Un Toit c'est Un Droit Rennes, Toulouse Anti CRA, GT Migrants FI Rennes, PCF Rennes, Ensemble 35-Ille-et-Vilaine, ACE (Action Culture d'Entreprises) 35, ASTI de Colombes, Ritimo, ADJIE, MRAP 35, collectif Uni-e-s Contre l'Immigration Jetable de Saint-Nazaire, ASSO-SOLIDAIRES, ASTI Les ULIS, SOS Refoulement (ASTI Dijon), ASTI Vienne, CEFED-ASTI d'Evreux, AHSETI (ASTI du Havre), ASTI Chalon sur Saône.

### **Signatures individuelles :**

A.M Lustin

Ali El Baz  
Alice Marteaux  
Alima Boumediene Thiéry, Avocate  
Amina Shabou, Anthropologue  
André Bolle, Bénévole Groupe Local Cimade Guadeloupe  
Anne Vilaceque  
Arthur Cessou  
Béatrice Simon  
Bertille Dekerverl  
Bertrand Boisson  
Brigitte Dujardin  
Brigitte Lassourd  
Brigitte Rozpeczny, Membre de l'association des sans-papiers (ASP87)  
Catherine Gégout, Ancienne Conseillère de Paris  
Catherine Taleb, Bénévole active au CCFD -Terre solidaire saint Denis (93)  
Chantal Philippon  
Chantal Pitard, Médecin et militante MRAP et CCFD-Terre solidaire  
Christiane Vollaire, Philosophe  
Christine Fréminet  
Claire Balland  
Claude Calame, Anthropologue, EHESS, Paris  
Claude Fontaine, Retraité  
Claude Guillon, Ecrivain  
Claudie Larrue  
Colette Briffard, Enseignante retraitée  
Colette Perret  
Coline Dehaye, Bénévole La Cimade Rennes  
Denise Benabenq, Retraitée et membre de la LDH  
Emmanuelle De Verdilhac  
Emmanuelle Lecat  
Emmanuelle Veuillet  
Fabienne Finck, Assistante sociale  
Fatima Berdous, ASTI des Ulis  
Fayçal Ben Abdallah, Président de la FPCR  
Flore Guiose Balland, Professeur-documentaliste  
Florence Gautier, collectif Colombes solidaire, collectif logement, SNL, CSC Petit Colombes  
Frédéric Le Bastard  
Geneviève Durand-Carré, Bénévole militante au CCFD-Terre Solidaire  
Geneviève Manuelian  
Georges Franco, Artiste peintre  
Georges Liochon  
Gilles Marechal, Vice-Président de l'ARDDIB  
Hélène Coulon  
Ibrahim Mbamoko, Carré Géo & Environnement  
Jacques Rioual  
Jean Paul Brenelin  
Jean-Louis Marolleau, Secrétaire exécutif de l'Institut Afrique Monde  
Jean-Pierre Martin, Psychiatre consultant à médecins du monde  
Jérôme Blanchot  
Jocelyne Rajnchapel-Messai  
Jocelyne Vaudenay  
Josette Colleu, Bénévole auprès des migrants  
Louis Barraud, Co/Fondateur de l'Association Chrétiens-Migrants de Tours  
Marc Naelten, RESF 75  
Marcel Dekerverl  
Mireille Fanon Mendes-France, Experte ONU  
Mohamed Ben Said, Militant associatif

Morgane Colet, Bénévole Médecins du monde  
Mouhieddine Cherbib  
Nicaise Roselyne  
Nicole Lolivier  
Nicole Phelouzat, CNRS  
Noureddine Baaboura, Président de l'UTAC  
Pascal Boissel, Psychiatre, Vice-président de l'Union syndicale de la psychiatrie  
Patrick Chemla, Psychiatre Reims  
Patrick Pierre  
Philippe Potiquet  
Philippe Tournaud  
Quintal Yves, Président altermondialiste  
Régine Bouchel, Bénévole Cimade  
Renée Courtiade  
Robert Dadoy, Membre de l'ASTI Faverges  
Roger Godet, Retraité  
Roman Delmotte, Bénévole SOS Refoulement  
Serge Seninsky, Retraité  
Sophie Sainte-Marie-Heim, Plasticienne  
Sylvie Brod, Adjie, Resf  
Vincent Courouble, Militant de Solidarité-Migrants-Oise  
Yamin Touam  
Yann Boubarne, Assistant d'éducation  
Yveline Desbruères, LDH St Maur-Bonneuil  
Yves Terrenoire, Membre du RESF77